HAL open science

Systèmes agroalimentaires localisés : état des recherches et perspectives

José Muchnik, Javier Sanz Cañada, Gerardo Torres Salcido

To cite this version:

José Muchnik, Javier Sanz Cañada, Gerardo Torres Salcido. Systèmes agroalimentaires localisés : état des recherches et perspectives. Cahiers Agricultures, 2008, 17 (6), pp.513-519. 10.1684/agr.2008.0251 . hal-02658615

HAL Id: hal-02658615

https://hal.inrae.fr/hal-02658615v1

Submitted on 30 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Systèmes agroalimentaires localisés : état des recherches et perspectives

José Muchnik[1]
Javier Sanz Cañada[2]
Gerardo Torres Salcido[3]

[1] INRA
UMR Innovation
TA C-85/15
73, rue Jean-François Breton
F-34398 Montpellier cedex 5
France
<muchnik@supagro.inra.fr>

[2] Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC)
Albasanz 26-28
28037 Madrid
Espagne
<jsanz@ieg.csic.es>

[3] Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM),
Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Ciencias y Humanidades (CEIICH)
Torre II de Humanidades, 4º. Piso
C.U.C.P. 04510
México D.F
Mexique
<tsalcido@servidor.unam.mx>

Résumé

Le concept de « Système agroalimentaire localisé » (Syal) connaît depuis une dizaine d'années une large diffusion au niveau international. La référence au territoire et aux cultures alimentaires locales constitue un élément central de cette approche fondée sur l'étude des relations homme/produit/territoire. C'est l'analyse des spécificités territoriales qui permettra de caractériser les Syal, de comprendre leur diversité et leur dynamique. C'est donc autour de ces spécificités que nous avons structuré cet article : i) spécificité des hommes et de leurs institutions ; ii) spécificité des produits et des processus de qualification associés ; iii) spécificité des consommateurs et de leurs cultures alimentaires. Nous concluons au plan scientifique que le concept de Syal, en tant qu'objet de recherche et cadre théorique, peut contribuer à la construction d'une approche agroalimentaire à base territoriale pour comprendre l'organisation et le fonctionnement d'un ensemble d'activités productives, sociales, culturelles, qui « font système ». Sur le plan opérationnel, en tant que cadre d'action, le concept de Syal ouvre une nouvelle perspective de réflexion pour les politiques publiques et les projets de développement territorial et régional.

Mots clés : gouvernance ; qualité ; spécificité territoriale ; systèmes agroalimentaires localisés.

Thèmes : économie et développement rural ; systèmes agraires ; territoire, foncier, politiques agricole et alimentaire.

Abstract

Localized Agrifood Systems: State of research and perspectives

For about the last ten years, the Localized Agrifood Systems (LAS) concept has spread considerably worldwide. Territory and local food crops are central elements of this approach based on the study of relationships between man, products and territory. It is through the analysis of territorial specificities that LAS can be characterized and their diversity and dynamics understood. These specificities are at the core of the present paper and are analyzed as follows: i) specificities of the people and their institutions; ii) specificities of products and associated qualification processes; and iii) specificities of consumers and food crops. At a scientific level, we conclude that LAS as a research object and a theoretical framework can help develop a territorial agrifood approach aiming at understanding the organization and functioning of various activities "forming a system," whether they are productive, social or cultural. At a practical level, as a framework for action, the LAS concept opens new perspectives for public policies as well as for territorial and regional development projects.

Key words: governance; localized agrifood systems; quality; territorial specificity.

Subjects: economy and rural development; farming systems; territory, land use, agricultural and food production policy.

Le concept de « Systèmes agroalimentaires localisés » (Syal) a connu une large diffusion au niveau international et une évolution sensible sur le plan conceptuel. Utilisées pour la première fois en 1996 dans le cadre de l'évaluation des actions thématiques programmées (ATP) : « Pilotage par l'aval des

doi: 10.1684/agr.2008.0251

Tirés à part : J. Muchnik

filières courtes agroalimentaires » (1989-1992) ; « Conditions d'émergence et de fonctionnement des entreprises agroalimentaires rurales » (1992-1995), ces recherches développées en partenariat par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) dans divers pays d'Amérique latine et d'Afrique de l'Ouest portaient fondamentalement sur deux objets d'étude : i) la transformation des produits des agricultures familiales visant à augmenter les revenus des producteurs ; ii) l'alimentation des populations urbaines à travers la mise en valeur de ressources locales. Lors de l'évaluation des résultats est apparu le manque d'un outil théorique permettant d'articuler divers éléments essentiels qui « font système ». Nous avons alors défini les Syal comme « des organisations de production et de service (unités de production agricole, entreprises agroalimentaires, commerciales, de service, de restauration...) associées par leurs caractéristiques et leur fonctionnement à un territoire spécifique. L'environnement, les produits, les individus et leurs savoir-faire, leurs institutions, leurs comportements alimentaires, leurs réseaux de relations, se combinent dans un territoire pour produire une organisation agroalimentaire à une échelle spatiale donnée » (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et Systèmes Agroalimentaires et Ruraux, 1996; Muchnik et Sautier, 1998).

Quatre questions centrales peuvent être posées lors de la définition de ce concept :

1. Le questionnement de la « filière », notion et métaphore, associée à une vision linéaire de l'organisation des activités agroalimentaires, qui présente des limites pour l'analyse des dynamiques territoriales ;
2. Le développement d'une « recherche-système » dans le domaine de la transformation des produits, faisant écho aux recherches sur les « *farming research systems* » qui en général ne traitaient pas de la transformation des produits agricoles ;
3. La prise en compte de « l'extrême aval » des filières (consommation, restauration), ce qui permettra ultérieurement de bien positionner la notion de Syal par rapport à la « multifonctionnalité » des exploitations agricoles ;
4. La référence au territoire comme élément central, tant du point de vue de la géographie humaine comme un espace construit socialement, que du point de vue anthropologique comme référence identitaire et symbolique des hommes habitant cet espace. En 1998 le séminaire « Systèmes agroalimentaires localisés et construction de territoires » (Inra-Cirad-SUPAgro Montpellier) a permis d'organiser une équipe de recherche, de publier un document dédié à cette thématique (Moity-Maïzi *et al.*, 2001) et de constituer un Groupement d'intérêt scientifique interinstitutionnel (Gis Syal).

Nous pouvons distinguer trois grandes périodes dans l'évolution du concept de Syal :

1. Dans une première période, dans la mesure où les recherches portaient sur les concentrations spatiales des agro-industries rurales et aussi par des rapprochements sémantiques, les Syal ont été rapprochés des *clusters* (Porter, 1998) ou des « systèmes productifs locaux » (Courlet et Pecqueur 1992 ; Courlet, 2002), inspirés à leur tour des « districts industriels » (Becattini et Rullani, 1995). Or, au fur et à mesure que les recherches sur les Syal se sont développées, nous avons constaté que la « densité spatiale » n'était pas l'élément déterminant, et que la diversité des Syal ne permettait pas de les assimiler à des *clusters* (grappes d'activités concentrées dans un espace limité). Ainsi, par exemple, certains Syal de fabrication de fromage en Amérique latine avaient des densités spatiales faibles (Boucher, 2004 ; Correa, 2004), si l'on considérait que les unités d'élevage et de transformation faisaient partie du même système. La « compétitivité » des Syal est apparue alors plutôt associée aux spécificités territoriales des produits, des hommes et des institutions qui régulent leur vie en société, qu'aux économies externes liées à la densité des entreprises situées dans un lieu ;
2. Dans une deuxième période nous avons orienté nos travaux sur les processus de qualification territoriale des produits, recherches qui ont contribué à la connaissance et à la caractérisation des Syal, mais qui en même temps ont montré leurs limites, car les Syal ne peuvent pas se réduire aux seules productions ayant des certifications de qualité territoriale ;
3. Dans la période actuelle, le concept de Syal a intégré des enjeux de société auxquels nous sommes confrontés : localisation/délocalisation des activités productives, multifonctionnalité des exploitations agricoles et des espaces ruraux, contraintes environnementales, reproduction de la biodiversité.

Ces diverses périodes ont contribué à l'acquisition de connaissances sur un objet de recherche encore non stabilisé : il s'agit maintenant de mobiliser ces acquis scientifiques pour construire une approche agroalimentaire fondée sur les relations homme/produit/territoire, car les spécificités territoriales constituent le commun dénominateur de la diversité des situations étudiées et c'est l'analyse de ces spécificités territoriales qui permet de caractériser les Syal, de comprendre leur diversité et leur dynamique. C'est donc autour de ces spécificités que nous avons structuré cet article : spécificités des hommes et de leurs institutions ; spécificités des produits et des processus de qualification associés ; spécificités des consommateurs et de leurs cultures alimentaires qui reconnaissent ces produits et décident *in fine* de leur achat.

Les hommes et leurs institutions

Le territoire comme espace de référence identitaire

Cela fait déjà soixante ans qu'avec ses travaux en géographie historique sur la Méditerranée, Fernand Braudel (Braudel, 1949) a appréhendé comment les institutions, bâties par des hommes et des femmes dans la durée, sont le produit des cultures spécifiques qui organisent – facilitent ou gênent – l'appropriation et la distribution des ressources territoriales. Le territoire n'est plus conçu comme un support physique des activités économiques mais comme une sorte de matrice naturelle et culturelle, comme une totalité qui donnera forme aux activités territoriales et permettra leur articulation dans une « économie monde ».

Nous pouvons ainsi considérer le territoire comme « *un espace élaboré, construit socialement, marqué culturellement et régulé institutionnellement* » (Lopez et Muchnik, 1997) ; il ne s'agit pas d'un espace continu mais d'un espace de référence, un espace souvent fragmenté du point de vue naturel mais relié par des références identitaires communes (Bonnemaison *et al.*, 1999). Cela est important en ce qui concerne les Syal car il s'agit souvent d'organiser, d'articuler des activités situées dans des espaces discontinus : production et consommation, dynamiques rurales et dynamiques urbaines, activités de production et de service... La territorialité, le « *sentiment d'apparte-*

nance à un territoire » (Tizon, 1996) peut alors constituer une valeur, une référence sur laquelle se fondent des réseaux sociaux et diverses formes de coordination économique.

Coordinations et solidarités territoriales

Dans le concept de Syal, celui de système suggère « *un modèle d'organisation qui dépasse la simple juxtaposition d'expériences (agglomération), le Syal dévoile les fondements d'une efficacité collective associée à leur mise en réseau [...] à l'exercice d'un certain type d'entrepreneuriat collectif territorial* » (Treillon, 2006). Trouver les modalités et les règles qui permettent d'établir et de stabiliser les coordinations entre les acteurs est donc une question fondamentale. Cela implique non seulement les acteurs individuels mais également les acteurs collectifs, les divers types d'organisation et d'institutions qui constituent un patrimoine territorial mobilisable dans cette perspective (Escobar, 2002 ; Leff , 2001 ; Machado, 2000).

Parmi les notions développées pour interpréter les dynamiques de coordination territoriales nous trouvons celle de « proximité », proximité géographique et proximité organisée, cette dernière étant d'essence relationnelle (Rallet, 2002) : « *par proximité organisée, nous entendons la capacité qu'offre une organisation de faire interagir ses membres* » (Torre et Filippi M, 2005). D'autres formes de proximité ont été mentionnées ensuite par différents auteurs, proximité institutionnelle, proximité professionnelle (Fournier *et al*., 2005). Nous nous interrogeons sur une certaine confusion sémantique autour de cette notion et sa portée interprétative en ce qui concerne les Syal. Nous considérons que les coordinations entre les acteurs du territoire et leurs organisations sont fondées sur des « références identitaires » communes qui permettent de développer des « solidarités territoriales » et de faire ainsi émerger des règles qui facilitent les projets et les actions collectives. Les « solidarités territoriales » et l'organisation d'un Syal peuvent se traduire par des économies d'échelle et des réductions de coûts de transaction. Elles permettent ainsi d'articuler les stratégies et les activités économiques des individus avec un projet collectif, porteur de sens pour les gens qui y habitent et pour ceux qui n'y habitent pas, mais qui ont des « références identitaires » communes, un sentiment d'appartenance par rapport à un territoire, et qui désirent partager les projets de leur territoire d'appartenance. Ces acteurs « éloignés » peuvent d'ailleurs y avoir un intérêt stratégique à divers égards (alliances politiques, stratégies de commercialisation...). Certaines analyses neo-institutionnalistes traitent également des coordinations multiacteurs et de leurs implications dans le développement rural. La métaphore « coordinations horizontales », employée pour se référer aux « coordinations territoriales » (par opposition aux « coordinations verticales » dans les filières) perd relativement du sens si on l'analyse sous l'angle des « solidarités territoriales » qui peuvent agir également au sein des filières.

Ressources, projets et « intelligence territoriale »

Nous pouvons considérer le territoire comme « une source de ressources », ressources sociales et culturelles (institutions, organisations, savoir-faire, cultures gastronomiques...) mais également biotechniques et naturelles (sols, produits, paysages...). Il peut donc être considéré comme un acteur stratégique potentiel capable de combiner et activer ces ressources, un facteur d'assemblage d'activités pour incrémenter leur compétitivité. L'« intelligence territoriale » peut ainsi être considérée comme une forme d'intelligence collective mobilisée dans des projets et des processus d'innovation, fruit des synergies entre les divers acteurs territoriaux, publics et privés, qui ne peut pas se réduire à l'addition d'un ensemble d'intelligences individuelles (Muchnik, 2006a). La valorisation des ressources locales est un des objectifs de notre démarche, ce qui nous a amenés à définir trois grandes phases dans ce processus : l'identification, la spécification et l'activation des ressources locales. On peut alors différencier les territoires par leurs capacités à organiser des projets et des processus d'innovation destinés à valoriser leurs ressources.

Le « capital social » peut être considéré comme une ressource susceptible d'être activée par des politiques de développement territorial ; cette notion est alors étroitement associée à celle d'intelligence territoriale. Nous pouvons citer à ce propos des études sur la formation de capital social à base territoriale dans certaines zones peu développées d'Europe (Lamine, 2005; Nielsen, 2004; Richardson, 2000 ; Shortall, 2004 ; Shucksmith, 2000) ainsi que des recherches sur les coopératives en Andalousie (Moyano Estrada et Garrido Fernandez, 2004) où le capital social est associé à la coopération, aux liens de confiance, aux savoir-faire et aux capacités d'innovation dans les coopératives andalouses. Or la notion de « capital social » a été introduite en sociologie par Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1979) en se référant au capital symbolique que certaines personnes peuvent mobiliser à leur avantage pour s'intégrer dans une catégorie sociale donnée. Elle a été reprise par certains courants de pensée économique (Putnam *et al*., 1993) qui ont idéalisé la « confiance » comme source de cohésion sociale en minimisant les conflits, les négociations et les processus d'exclusion qui sont forcément associés aux processus d'organisation territoriale. La Banque mondiale a repris cette notion – « *... social capital encompasses the formal and informal rules that enable coordinated action and goal achievement* » (World Bank, 1998) – en contribuant à sa large diffusion (Flores et Rello, 2002), mais également à sa perte de spécificité. Actuellement de par sa généralité et son caractère polysémique, l'usage de la notion de « capital social » est devenu problématique - il ne doit pas être dissocié de l'analyse spécifique des compétences et des solidarités territoriales.

Les produits et leur qualification

Diversité des formes de qualification des produits

Les signes distinctifs de qualité associent les attributs des produits et les attributs des territoires dont ils sont issus, ce qui répond à une stratégie de compétitivité des Syal fondée sur la mise en valeur de la typicité ou de la spécificité territoriale du produit alimentaire. En Europe méditerranéenne il y a eu un développement considérable des produits d'appellation d'origine contrôlée (AOC) et des indications de provenance géographique (IGP), mais aussi d'autres labels nationaux et régionaux de typicité alimentaire. D'autres systèmes de certification de la qualité, tels que l'agriculture biologique

(AB), la production intégrée (PI), le « commerce équitable » ou la certification environnementale des forêts, ne sont pas définis sur le plan technique par leurs spécificités territoriales, mais ils peuvent engendrer de la « territorialité » ; cela serait le cas d'un ensemble d'unités de production, intégrées sous un de ces labels avec un certain degré de proximité géographique, mais surtout une « proximité organisée », à travers la mise en place d'actions collectives territoriales – en matière d'apprentissage en commun, d'adoption collective des innovations ou d'actions communes en matière de commercialisation (Fourcade, 2008).

Les recherches géographiques anglo-saxonnes regroupées autour de l'école dénommée "Alternative Food Geographies Literature" (Goodman, 2004; Ilbery *et al.*, 2005; Marsden, 2004; Parrott *et al.*, 2002; Van der Ploeg et Renting, 2000 ; Van der Ploeg et Renting, 2004 ; Watts *et al.*, 2005; Winter, 2003), ont comme objet d'étude des systèmes caractérisés par des « rationalités critiques » *(critical rationale)*, qui correspondent au second type de certification (AB, PI ...). Les recherches sur les signes distinctifs associées à l'approche Syal comptent sur une longue tradition d'étude et de travaux empiriques sur les appellations géographiques (Alimentos y Territorios, 2006 ; Agroindustria y Territorio, 2004 ; Bérard *et al.*, 2005 ; Bérard et Marchenay, 2004 ; Casabianca *et al.*, 2005 ; Gis-syal, 2002 ; Lagrange, 1999). Les deux écoles ont traité, comme objectif de recherche, les instruments de spécification territoriale d'un produit, en analysant l'organisation de facteurs d'ordre biophysique et naturel, mais également d'ordre économique, social et culturel (héritage culturel, savoir-faire, réseaux institutionnels et sociaux...). Ces facteurs constituent les liens entre un produit alimentaire et son territoire – voire *terroir*, en ce qui concerne la typicité des appellations géographiques – et ils sont responsables de l'ancrage territorial du produit alimentaire.

Qualification des produits et construction territoriale

Un second sujet de recherche a trait à la mobilisation des spécificités du patrimoine alimentaire en tant qu'actifs territoriaux spécifiques (dans le sens proposé par Williamson, 1975). La notion de Syal permet alors une diversité de réponses, bien au-delà des appellations d'origine, pour l'organisation des rapports homme/produit/territoire et la mise en valeur de leurs spécificités territoriales. Le patrimoine alimentaire local, vu tant sous l'angle naturel que culturel, n'a pas seulement comme fonction de générer les attributs biophysiques des aliments produits – fonction de « territoire support » des activités productives - mais aussi de produire des actifs spécifiques capables de générer du capital humain territorial – fonction de « territoire acteur ».

Les écoles géographiques anglo-saxonnes ont en général traité les rapports entre les aliments et les territoires d'une manière presque exclusive en termes de « territoire support », mais des travaux plus récents nous amènent à nuancer ces propos (Mutersbaugh *et al.*, 2005) : ils s'intéressent à la gouvernance des systèmes productifs locaux, quoique fondamentalement du point de vue de la « gouvernance locale de la filière » et des économies d'agglomération générées.

Une des principales contributions des travaux sur les Syal est d'introduire une approche des effets des systèmes de qualification des produits non seulement sur le plan de la gouvernance de la filière locale mais aussi sur le plan de la « gouvernance territoriale », dans un sens de « territoire acteur ». Un des objectifs de ces travaux est d'analyser si les labels, leurs syndicats et leurs institutions de régulation, sont capables à travers leur développement institutionnel et les rapports interinstitutionnels qu'ils encouragent, de générer des bénéfices (ou des coûts) collectifs pour le territoire auquel ils appartiennent.

De même que la notion de « capital social », la notion de « gouvernance » a connu une large diffusion se prêtant à des interprétations diverses. Par rapport à notre objet de recherche deux questions importantes sont à souligner : i) le développement du « maillage institutionnel » du territoire, lié aux supports institutionnels du processus de qualification ; ii) la création d'un cadre d'action propice à l'activation de l'intelligence territoriale de la filière (« gouvernance locale de la filière ») : systèmes d' innovations, conseil et formation, mutualisation de certaines fonctions (achats, promotion, commercialisation...) ou actions environnementales (traitement des déchets, gestions des écosystèmes locaux...). Par ailleurs, les processus de qualification de produits et la création de signes distinctifs de qualité peuvent constituer des outils efficaces pour le développement des organisations interprofessionnelles à l'échelle locale (Sanz Cañada et Macías Vázquez, 2005).

De manière plus large, la qualification des produits peut constituer un catalyseur du développement du territoire dans son ensemble (« gouvernance territoriale »), contribuant à la diversification des économies locales, à la mise en valeur des paysages, à la multifonctionnalité des exploitations agricoles et des espaces ruraux, à la conservation de la biodiversité, ainsi qu'à la « mise en système » de ces divers facteurs à travers des projets territoriaux (Casieri *et al.*, 2008). En conséquence, la question de recherche qui se pose est de savoir comment transformer les liens au territoire, sources de diversité et de typicité, en actifs spécifiques capables de promouvoir la « gouvernance territoriale » et le développement rural.

Qualification territoriale des produits : nouveaux défis

Vu l'intérêt croissant pour les diverses formes de qualification territoriale des produits, il faut préciser le fait que les divers systèmes de certification ne sont que des outils, qu'il faut alors manier avec précaution dans le cadre de processus complexes qui dépendent de nombreux facteurs : patrimoine historique, conditions naturelles (sol, climat...), maillage institutionnel, savoir-faire des producteurs, législation... En deuxième lieu, les cahiers des charges doivent respecter l'équilibre entre une norme applicable à tous les producteurs qui s'engagent dans la démarche et la variabilité de la qualité admise par la norme ; celle-ci permet à chaque producteur d'imprimer son style et de garder à terme la typicité territoriale du produit. Par ailleurs, il faut se demander si l'établissement d'un lien entre l'origine géographique et un produit local permet – ou non – de sauvegarder, une forme de « biodiversité culturelle » associée au produit, car une protection trop normative des conditions de production pourrait constituer un obstacle à ce propos (Bérard *et al.*, 2005). Cela concerne la conservation de savoirs, de races animales, de cultures « locales » ou « traditionnelles », de paysages ou d'écosystèmes microbiens.

La conception du territoire comme un actif spécifique de la gouvernance territoriale, nécessite d'approfondir la connaissance des bénéfices, ou des coûts, que la mise en place des Syal et, plus particuliè-

rement, de ceux qui sont associés à des processus de qualification, peuvent induire. Ces bénéfices – ou ces coûts – peuvent être mesurés, en termes économiques, comme des externalités territoriales positives : mise en valeur du patrimoine gastronomique local, promotion de l'image de la région, diversification du développement agricole... Ou en revanche, comme des externalités négatives : problèmes agri-environnementaux, problèmes d'exclusion sociale liés aux processus de qualification... Même si les institutions de régulation des labels ont comme but, en partenariat avec d'autres institutions de développement local, de produire des externalités territoriales positives ou de réduire des externalités négatives, les conflits entre acteurs et le manque de synergies collectives peuvent aboutir à des effets contraires aux attentes. La mesure des externalités territoriales, par le développement de méthodes issues des « théories économiques de valorisation des actifs immatériels » (Greffe, 2003 ; Kallas *et al.*, 2007), peut offrir aux décideurs politiques des outils pour évaluer les effets des politiques multifonctionnelles de développement rural sur la génération des biens publics.

Les consommateurs, leurs cultures et leurs compétences

Des territoires et des identités mangeables

Les aliments ont toujours été une composante essentielle dans les processus de construction identitaire des individus et sociétés. Il s'agit des seuls biens de consommation qui « s'in-corporent » (s'introduisent dans le corps) générant alors des références identitaires spécifiques chez les consommateurs. Dans le contexte actuel, il n'est pas étonnant de voir s'accentuer la demande d'aliments culturellement référencés, qui symbolisent l'appartenance à un lieu, à une société, à une manière de manger. Ainsi, trouve-t-on certains fromages français, espagnols ou italiens, des riz thaïlandais ou laotiens, des *tortillas* mexicaines ou guatémaltèques qui donnent goût et sens à des populations qui s'identifient à ces aliments (Muchnik, 2006b). L'évolution des modèles alimentaires nous confirme que « l'*homus mondialis* » correspond plutôt à une représentation des médias qu'à la réalité. Le développement de produits alimentaires « standard » incite en contrepartie l'affirmation de produits spécifiques qui donnent sens à l'acte de consommation.

Les consommateurs et leurs références identitaires font partie du « système localisé », même s'ils sont loin du lieu de production. Cela explique l'importance prise par l'exportation de certaines productions apparemment marginales mais dont la demande a augmenté considérablement à cause des émigrants qui ont envie de « manger leur territoire ». C'est le cas par exemple des *rosquillas* (biscuits à base de maïs et de fromage) nicaraguayennes qui trouvent des niches de marché considérables aux États-Unis, ou de l'*attiéké* ivoirien (sorte de semoule fermentée de manioc) sur des marchés européens. La circulation des hommes et des produits n'est pas synonyme de standardisation : d'une part, elle contribue à la diffusion de « produits monde » (bières, lait en poudre, sucre raffiné, biscuits, concentré de tomates...), mais, d'autre part, elle accentue la demande des produits avec des spécificités territoriales.

Des identités en mouvement

Ce ne sont pas les identités alimentaires en soi qui constituent l'objet de notre recherche mais les processus d'identification, c'est-à-dire les processus de construction/déconstruction des identités alimentaires à partir des emprunts et des échanges entre des cultures différentes. La tomate originaire d'Amérique est ainsi devenue une composante essentielle de nombreux plats traditionnels en Europe. Valoriser les traditions alimentaires, les cultures alimentaires territoriales ne passe pas par un supposé « retour aux origines », mais par une réinvention des traditions et des processus d'innovation qui conditionnent l'ancrage (ou désancrage) territorial des productions.

Dans l'approche en termes de systèmes agroalimentaires localisés nous devons tenir compte des processus d'acquisition de compétences des consommateurs pour apprécier la qualité des produits et les intégrer dans les évolutions culinaires. Le produit devient ainsi le support d'une reconnaissance sociale mutuelle entre producteurs et consommateurs, qui permet de territorialiser des segments du marché. Cela implique de considérer l'évolution des « cuisines territoriales » et des plats, c'est-à-dire des associations de produits qui se combinent, donnant lieu à des « langages alimentaires ». Nous devons ainsi intégrer dans l'analyse des Syal, les systèmes de restauration, leurs acteurs, et leurs capacités d'innovation par rapport aux demandes des consommateurs et aux nouveaux enjeux sociaux, nutritionnels et environnementaux.

Réorganisation des « maillages agroalimentaires »

La relativisation de la portée du concept de « filière produit » est allée de pair avec l'importance croissante de la grande distribution, des transports et de la logistique. Plutôt que le suivi d'un produit de la fourche à la fourchette, c'est l'analyse des fonctions, de leur rôle, de leur organisation et de leurs modalités de coordination qui expliquent le fonctionnement du secteur agroalimentaire. Cela est particulièrement important pour les systèmes agroalimentaires basés sur des spécificités territoriales. Si un producteur d'agneaux du Quercy ou d'huile d'olive de Sierra Mágina, vend son produit à un grand groupe de distribution, représenter de manière linéaire le flux du produit n'a pas une grande portée explicative. C'est l'analyse de l'assemblage des fonctions et des valeurs qui pourra nous éclairer quant aux stratégies des acteurs et la nature des échanges économiques (Berger, 2006).

Dans la mesure où les Syal sont souvent fondés sur une combinaison d'activités territoriales, associée à la multifonctionnalité des exploitations agricoles et des espaces ruraux et à des segments spécifiques du marché, la notion de « maillage agroalimentaire » semble dans ce cas la plus pertinente. Cette notion renvoie à l'analyse de fonctions et relations entre les divers composants du maillage ainsi qu'aux nœuds où se concentrent les tensions (modalités de négociation, contrats, mécanismes de fixation des prix...). L'intégration d'un Syal dans un « maillage agroalimentaire » peut combiner différentes modalités, depuis les relations directes avec un secteur de consommateurs à travers des circuits courts, des visites à la ferme, des paniers de biens ou des magasins spécialisés dans les centres de consommation, jusqu'à la vente à distance par Internet ou des négociations avec la grande distribution. Chaque

modalité d'intégration demandera différentes formes d'action, individuelle et collective, des acteurs du Syal.

Conclusion

Sur le plan scientifique, le Syal en tant que cadre théorique de recherche peut contribuer à la construction d'une approche agroalimentaire de base territoriale pour comprendre l'organisation et le fonctionnement d'un ensemble d'activités productives, sociales, culturelles, qui « font système ». La caractérisation d'un Syal passe donc d'abord par l'analyse de la spécificité des ressources mobilisables : les produits, les techniques et les savoir-faire pour les mettre en œuvre, les cultures alimentaires, le patrimoine naturel et culturel, les acteurs, leurs métiers et leurs organisations ainsi que le « maillage institutionnel » du territoire. Spécifier les ressources est un premier pas pour enclencher des processus d'innovation qui contribuent à l'ancrage territorial des activités.
Sur le plan opérationnel, une perspective de réflexion s'ouvre quant à l'intérêt du concept de Syal en tant qu'instrument des politiques publiques pour instruire des projets de développement territorial et régional (Aubrée et Maréchal, 2008). Cette perspective est cohérente avec le souci de trouver une juste articulation entre compétitivité économique, dynamique sociale et contraintes environnementales. Les Syal peuvent alors offrir un cadre d'action pertinent pour structurer des maillages agroalimentaires cohérents avec la multifonctionnalité des exploitations agricoles, dans un monde rural que l'on ne perçoit plus que de manière sectorielle comme producteur de nourriture mais aussi comme source d'aménités positives et de culture pour l'ensemble de la société. ■

Références

Alimentos y Territorios (Alter 2006). III Congreso Internacional de la Red SIAL. Baeza (Espagne), 18-21 octobre 2006. www.gis-syal.agropolis.fr.

Agroindustria y Territorio (Arte). Memorias del Congreso Internacional "Agroindustria y Territorio" (Arte). Toluca (México), 2004. www.infoagro.net/es/apps/index.cfm?CFID=23521&CFTOKEN=31150023.

Aubrée P, Maréchal G. Comment accompagner les projets multifonctionnels ? L'expérience du programme Terriam. *Cah Agric* 2008 ; 17 : 561-5. doi : 10.1684/agr.2008.0242.

Becattini TG, Rullani E. Système local et marché global : le district industrie. In : Rallet A, Torre A, eds. *Economie industrielle et économie spatiale*. Paris : Economica, 1995.

Bérard L, Marchenay P. *Les produits du terroir. Entre cultures et règlements*. Paris : CNRS éditions, 2004.

Bérard L, Cegarra M, Djama M, *et al. Biodiversité et savoirs naturalistes locaux en France*. Nancy : centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ; Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) ; Institut français de la biodiversité (IFB) ; Institut national de la recherche agronomique (Inra), 2005.

Berger S. *Made in monde*. Paris : Le Seuil, 2006.

Bonnemaison J, Cambrezy L, Quinty-Bourgeois L. *Les territoires de l'identité*. Paris : L'Harmattan, 1999.

Boucher F. *Enjeux et difficultés d'une stratégie collective d'activation des concentrations d'agro-industries rurales*. Montpellier : centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), 2004.

Bourdieu P. *La distinction, critique sociale du jugement*. Paris : Minuit, 1979.

Braudel F. *La Méditerranée et le monde Méditerranée à l'époque de Philippe II*. Paris : A. Colin, 1949.

Casabianca F, Sylvander B, Noël Y, Béranger C, Coulon JB, Roncin F. *Terroir et Typicité deux concepts-clés des Appellations d'Origine Contrôlée*. Symposium international PSDR « Territoires et enjeux du développement régional », Lyon, 9-11 mars 2005.

Casieri A, De Gennaro B, Medicamento U. Framework of economic institutions and governance of relationships inside a territorial supply chain : The case of organic olive oil in the Sierra de Segura. *Cah Agric* 2008 ; 17 : 537-41. doi : 10.1684/agr.2008.0245.

Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), Systèmes Agro-alimentaires et Ruraux (Sar). *Systèmes agroalimentaires localisés : organisations, innovations et développement local*. Montpellier : Cirad-Sar, 1996.

Correa CA. *Analyse comparative de neuf cas d'agroindustrie rurale de l'Amérique latine*. Mémoire de DEA, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004.

Courlet C, Pecqueur B. Les systèmes industriels localisés en France : un nouveau modèle de développement. In : Benko G, Lipietz A, eds. *Les régions qui gagnent*. Paris : PUF, 1992.

Courlet C. Les systèmes productifs localisés. Un bilan de la littérature. *Etud Rech Syst Agraires Dev* 2002 ; 33 : 27-40.

Escobar A. *El lugar de la naturaleza y la naturaleza del lugar : ¿globalización o postdesarrollo?*. Buenos Aires : CLACSO, 2002.

Flores M, Rello F. *Capital social rural experiencias de México y Centroamérica*. México : CEPAL ; Naciones Unidas ;UNAM ; Plaza y Valdés, 2002.

Fourcade C. Des dynamiques de proximité innovantes : le cas des systèmes agroalimentaires localisés en France. *Cah Agric* 2008 ; 17 : 520-5. doi : 10.1684/agr.2008.0248.

Fournier S, Muchnik J, Requier Desjardins D. Proximités et efficacité collective : une relation en question. Le cas des filières gari et huile de palme au Bénin. In : Torre A, Filippi M, eds. *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*. Paris : Inras éditions, 2005.

Gis-Syal. *Systèmes agro-alimentaires localisés. Produits, entreprises et dynamiques locales.* Actes du séminaire « Les systèmes agroalimentaires localisés », 16-18 octobre 2002, Montpellier. Montpellier : centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), 2002 *(cédérom)*.

Goodman D. Rural Europe redux? Reflections on alternative agro-food networks and paradigm change. *Sociol Ruralis* 2004 ; 44 : 3-16.

Greffe X. *La valorisation économique du patrimoine*. Paris : La Documentation française, 2003.

Ilbery B, Morris C, Buller H, Maye D, Kneafsey M. Product, process and place. An examination of food marketing and labelling schemes in Europe and North America. *Eur Urban Reg Stud* 2005 ; 12 : 116-32.

Kallas Z, Gómez JA, Barreiro J. Decomposition the value of agricultural multifunctionality : combining contingent valuation and the analytic hierarchy process. *J Agric Econ* 2007 ; 58 : 218-41.

Lagrange L. *Signes officiels de qualité et développement agricole*. Paris : Tec & Doc Lavoisier, 1999.

Lamine C. Settling shared uncertainties : Local partnerships between producers and consumers. *Sociol Ruralis* 2005 ; 45 : 324-45.

Leff E. La insoportable levedad de la globalización : la capitalización de la naturaleza y las estrategias fatales de la sustentabilidad. *Rev Venez Econ Cienc Soc* 2001 ; 7 : 149-61.

Lopez E, Muchnik J. *Petites entreprises et grands enjeux : le développement agroalimentaire local*. Paris : L'Harmattan, 1997.

Machado A. *El papel de las organizaciones en el desarrollo rural*. Seminario "La Nueva Ruralidad En América Latina". Bogotá : Pontificia Universidad Javeriana, 2000.

Marsden T. The quest for ecological modernisation : re-spacing rural development and agri-food studies. *Sociol Ruralis* 2004 ; 44(2) : 129-46.

Moity-Maïzi P, de Sainte Marie C, Geslin P, Muchnik J, Sautier D. Systèmes agroalimentaires localisés. Terroirs, savoir-faire, innovations. *Etud Rech Syst Agraires Dev* 2001 ; 32 : 216 p.

Moyano Estrada E, Garrido Fernández FE. Capital Social y Desarrollo En Las Zonas Rurales. *Revista Tierra Sur* 2004 ; 14 : 7-11.

Muchnik J, Sautier D. *Systèmes agroalimentaire localisés et construction de territoires*. Montpellier : Cirad, 1998.

Muchnik J. *Sistemas agroalimentarios localizados : evolución del concepto y diversidad de situaciones.* Congrès Alter, Baeza (Espagne), 2006a. (www.gis-syal.agropolis.fr).

Muchnik J. Nourrir le corps humain et le corps social. In : Hubert B, Clément O, eds. *Le monde peut-il nourrir le monde*. Paris : Quae éditions, 2006.

Mutersbaugh T, Klooster D, Renard MC, Taylor P. Certifying rural spaces : Quality-Certified Products and Rural Governance (special issue). *J Rural Stud* 2005 ; 21 : 381-8.

Nielsen K. *Social capital, trust and institutions*. Northampton : Edward Elgar, 2004.

Parrott N, Wilson N, Murdoch J. Spatializing quality : regional protection and the alternative geography of food. *Eur Urban Reg Stud* 2002 ; 9 : 241-61.

Porter ME. Clusters and the new economic of competition. *Harvard Business Review* 1998 ; 76 : 77-90.

Putnam RD, Leonardi R, Raffaella Y, Nanetti RY. *Making democracy work civic traditions in modern Italy*. Princeton : Princeton University, 1993.

Rallet A. L'économie de proximités. *Etud Rech Syst Agraires Dev* 2002 ; 33 : 11-25.

Richardson T. Discourses of rurality in EU spatial policy : The European spatial development perspective. *Sociol Ruralis* 2000 ; 40 : 53-71.

Sanz Cañada J, Macías Vázquez A. Quality certification, institutions and innovation in local agro-food systems : Protected designations of origin of olive oil in Spain. *J Rural Stud* 2005 ; 21 : 475-86.

Shortall S. Social or economic goals, civil inclusion or exclusion? an analysis of rural development, theory and practice. *Sociol Ruralis* 2004 ; 44 : 109-23.

Shucksmith M. Endogenous development, social capital and social inclusion : perspectives from LEADER in the UK. *Sociol Ruralis* 2000 ; 40 : 208-18.

Tizon P. Qu'est ce que le territoire? In : Di Meo G, ed. *Les territoires du quotidien*. Paris : L'Harmattan, 1996.

Torre A, Filippi M. *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*. Paris : Inra éditions, 2005.

Treillon R. De la multifonctionnalité au système agroalimentaire localisé. In : *Accompagner des projets agri-ruraux*. Cesson-Sévigné (France) : Terriam, 2006 (www.civam-bretagne.org).

Van der Ploeg JD, Renting H. Impact and potential : a comparative review of European development practices. *Sociol Ruralis* 2000 ; 40 : 529-43.

Van der Ploeg JD, Renting H. Behind the "Redux" : a rejoinder to David Goodman. *Sociol Ruralis* 2004 ; 44 : 233-42.

Watts DCH, Ilbery B, Maye D. Making reconnections in agro-food geography : alternative systems of food provision. *Prog Hum Geogr* 2005 ; 29 : 22-40.

Williamson OE. *Markets and hierarchies : analysis and antitrust implications*. New York : The Free Press, 1975.

Winter M. Geographies of food : agro-food geographies – making reconnections. *Prog Hum Geogr* 2003 ; 27 : 505-13.

World Bank. *Social capital, poverty and informal sector. Research proposal, poverty group*. Washington : World Bank, 1998.